

JEUDI, 20 FÉVRIER 1896.

PRIÈRE.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur le bureau:—

Par M. Coatsworth,—la pétition de l'Union des Mouleurs en fer, No 28, Toronto, Ontario.

Par M. Rowand,—la pétition de J. G. Murdock et autres.

Par Sir Charles Tupper, baronnet,—la pétition de John Penny et autres, de Halifax, Nouvelle-Ecosse, et la pétition du Conseil Municipal des Comtés-Unis de Stormont, Dundas et Glengarry, Ontario.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:—

De Henry T. Munn, de Brandon, Manitoba, et autres, d'autres lieux, demandant une charte sous le nom de Compagnie de commerce et d'exploitation du Yukon et de la Colombie-Britannique.

De William Kinghorn, Grand Chef Forestier, et autres, membres du Grand Comité de la Haute Cour du Nouveau-Brunswick; de R. G. Monroe, Grand Chef Forestier, et de W. T. Bell, Grand Secrétaire du Grand Comité de la Haute Cour de la Nouvelle-Ecosse; de C. A. Miller, Grand Chef Forestier, et autres, membres du Grand Comité de la Haute Cour de Québec, tous de l'Ordre Indépendant des Forestiers, demandant certains amendements à la charte de la Cour Suprême de l'Ordre Indépendant des Forestiers.

De l'Union Typographique de Saint-Jean, No 35; du Conseil des Métiers et du Travail de Winnipeg; de l'Assemblée Papineau, No 713, de Québec; de l'Union Internationale des Cigariers, No 211; de l'Union des Mouleurs en Fer, No 144, et du Conseil des Métiers et du Travail de Victoria, Colombie-Britannique, demandant que le bill actuellement soumis au parlement, intitulé: "Acte modifiant la loi relative aux conspirations et aux coalitions formées dans le but de gêner le commerce, ne devienne pas loi dans sa forme actuelle.

De John H. Tilden et autres, de la cité de Hamilton, Ontario, demandant une charte sous le nom de Compagnie des Hauts-Fourneaux de Hamilton.

Sur motion de M. Scriver, secondé par M. Charlton,

Ordonné, que les papiers déposés sur le bureau concernant l'affaire Shortis, soient imprimés pour l'usage des membres,—et que la règle 94 soit suspendue à ce sujet.

Sur motion de M. Coatsworth, secondé par M. Marshall,

Ordonné, que la seconde et dernière partie du rapport de l'Auditeur général sur les comptes de crédits pour l'exercice expiré le 30 juin 1895, soit référée au comité des Comptes Publics.

M. Wood, l'un des membres du Conseil privé de la Reine, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 3 février 1896, pour la production d'un état indiquant où sont situés les moulins qui ont moulu du grain pour fins d'alimentation pendant l'année expirée le 30 juin 1895, et les noms des personnes qui ont exploité ces moulins; le nombre de minots moulus par chacun et le montant brut de la remise de droits faite dans chaque cas; le montant de la remise (s'il en est) encore due ou réclamée dans chaque cas? (*Document de la session No 25.*)